

n° 77

Février 2010

Sommaire

p.1. Focus

10 ans du processus FSM ...
et maintenant?

p.2. Actu

Université d'été de la Solidarité Inter-
nationale

Une seule planète

Educasol

Plateforme Dette et développement

Collectif de l'éthique sur l'étiquette

Plateforme des ONG françaises pour
la Palestine

Infos des membres

p.5. Portrait

Enfants du Monde - Droits de
l'Homme

Plateforme DESC

p.7. Débats

Pour Haïti : honneur et respect,
par Anne Cauwel

p.8. Publications

p.9. Agenda

CRID

Le CRID, Centre de Recherche et
d'Information pour le Développement,
est un collectif de 54 associations
françaises de solidarité internationale,
partageant une même conception du
développement humain, solidaire et
durable passant par le renforcement
des sociétés civiles.

CRID'infos

Lettre d'information mensuelle du CRID

10 ans du processus FSM ... et maintenant?

Courageux exercice auquel se sont livrés les initiateurs brésiliens du processus des Forums sociaux mondiaux fin janvier 2010, à Porto Alegre, là où tout a commencé en janvier 2001. On ne peut pas en dire autant du Forum économique de Davos qui, après 40 ans d'existence, persiste dans ses rencontres fermées, réservées à ces décideurs politiques et économiques qui souhaitent tout sauf un autre monde.

Ce séminaire, organisé pendant le Forum social régional du Grande Porto Alegre, marquait le début du Forum social mondial 2010 formé par l'ensemble des initiatives proposées à travers le monde pour trouver des alternatives à la crise.

S'il était important de marquer cet anniversaire, il était surtout nécessaire de voir comment poursuivre, sans tomber dans le piège d'une structuration politique poussée par quelques uns.

Les sujets lancés au début de cette année du FSM 2010 sont éloquentes et plein d'avenir : le bien vivre, la « soutenabilité » de nos so-

ciétés, les biens communs, l'économie et la gratuité mais aussi, la relation au pouvoir politique, la construction d'une culture politique commune, la construction d'un nouvel ordre mondial.

Depuis le FSM de Belém, le paradigme écologique a donné un coup de fouet à nos réflexions et propositions sur cet autre monde que nous croyons possible, ce monde qu'il est urgent et nécessaire de construire.

Le CRID et ses membres souhaitent prendre toute leur place dans ces débats cruciaux pour notre avenir. L'université d'été de la solidarité internationale de juillet 2010 en sera l'une des étapes.





Actu du CRID

Université d'été de la solidarité internationale

www.crid.asso.fr

L'Université d'été de la solidarité internationale : une étape dans le processus FSM 2010

En 2010, le Forum Social Mondial organise plus d'une trentaine d'initiatives à travers le monde, comme autant d'alternatives à la crise actuelle. Le coup d'envoi a démarré à Porto Alegre fin janvier, par le Forum régional du Grande Porto Alegre, dont le séminaire sur les 10 ans du processus. L'Université d'été de la Solidarité internationale, qui se tiendra du 7 au 10 juillet prochain à Bordeaux-Pessac, constituera une des étapes de ce parcours qui conduira au prochain Forum Social Mondial à Dakar, en janvier 2011.

Infos sur le processus FSM : www.forumsocialmundial.org.br

Formations Une seule planète

Les enjeux de la gestion durable des ressources naturelles pour le développement de tou(te)s

Après les formations méthodologiques du programme « Une seule planète » en 2009, une deuxième session de formations est organisée en mars 2010 afin de renforcer les connaissances des participants sur les enjeux d'une gestion durable des ressources naturelles. Les membres des partenaires du réseau « Une seule planète » et, plus généralement, les membres des groupes locaux du CRID, sont invités à participer à ces formations :

- Le 13 mars à Nancy : formation sur les enjeux de l'eau
- Le 20 mars à Paris : formation sur les ressources extractives
- Le 20 mars à Montpellier : formation sur les forêts
- Le 27 mars à Nantes : formation sur la pêche et les ressources halieutiques
- Le 24 avril à Caen : thème à définir

Infos : contact@uneseuleplanete.org

une seule planète
www.uneseuleplanete.org

www.uneseuleplanete.org

Journée Educasol/Cités Unies France le 25 mars

A l'occasion de la parution du manuel «L'Education au développement et à la solidarité internationale» à destination des collectivités territoriales», la plate-forme EDUCASOL et Cités Unies France organisent à Paris, le jeudi 25 mars prochain, une journée sur cette thématique. Cette «Journée EDUCASOL» est ouverte aux associations de solidarité internationale, aux collectivités territoriales et à tout autre acteur intéressé par cette question, dans la limite des places disponibles. Un bulletin d'inscription et une présentation plus détaillée de cette journée seront disponibles sur le site d'EDUCASOL (www.educasol.org) à partir du 22 février.

Infos: anne.kabore@educasol.org



www.educasol.org



Plateforme Dette et développement

www.dette2000.org

Annuler la dette d'Haïti

Communiqué de la plateforme Dette et développement

Le 19 janvier 2010 - Réunis aujourd'hui et demain au sein du Club de Paris, les principaux pays crédeurs des pays en développement ont réitéré leur engagement à annuler la dette d'Haïti à leur égard, à hauteur de 214 millions de dollars (dont 58 pour la France). Il s'agit de la mise en œuvre de l'annulation de 1,2 milliard de dollars déjà décidée le 30 juin 2009.

Malgré cette mesure bienvenue, la dette haïtienne demeure insupportable : 891 millions de dollars, dont 10 millions qu'Haïti doit rembourser en 2010 aux institutions internationales. Surtout, cette annulation est trop lente et trop de conditions freinent sa mise en œuvre. La plate-forme Dette & Développement attend des pays riches qu'ils aillent plus loin en demandant l'annulation de la totalité de la dette d'Haïti, immédiatement et sans condition.

Infos : dette@ccfd.asso.fr

Campagne «Liquidation totale»

Une campagne du collectif de l'Éthique sur l'étiquette

Auchan, Carrefour, Casino, E. Leclerc. Ces quatre entreprises de la grande distribution sont les cibles d'une campagne du collectif Éthique sur l'étiquette sur l'exercice de leur responsabilité sociale envers les travailleurs de la confection textile. Les grandes surfaces ont investi le marché de l'habillement en y reproduisant leurs recettes de domination commerciale. Leur puissance leur permet d'imposer aux fournisseurs des conditions de production très contraignantes en termes de délais et de tarifs.

La campagne « Liquidation totale » demande aux entreprises qu'elles garantissent aux travailleurs un salaire vital, qui couvre leurs besoins fondamentaux, et le respect de leurs droits fondamentaux au travail, notamment la liberté syndicale, conformément aux conventions internationales.

Infos : www.ethique-sur-etiquette.org.



www.ethique-sur-etiquette.org

Une nouvelle entrave à l'action humanitaire dans les territoires palestiniens

Communiqué de la plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Le 26 janvier 2010 - Le gouvernement israélien vient de prendre la décision de ne plus accorder de permis de travail pour les ONG internationales opérant dans les Territoires palestiniens. Seul un visa de touriste sera dorénavant délivré à leurs équipes sur place. Ce type de visa interdit le travail en Israël et ne l'autorise pas formellement dans les Territoires palestiniens. Il est de plus délivré avec des durées allant d'une semaine à un an, ce de façon totalement aléatoire. Une centaine d'ONG est directement concernée. Cette nouvelle mesure israélienne remet en cause leur mission humanitaire dans les Territoires palestiniens et aura une influence désastreuse sur le sort des populations.

Infos : www.plateforme-palestine.org



www.plateforme-palestine.org



Actu des membres

Cimade, Ligue des Droits de l'Homme, Emmaüs, Secours Catholique, ...

Pétition contre l'ouverture du centre de rétention Mesnil Amelot 2

La construction du nouveau centre de rétention (CRA) du Mesnil-Amelot (77) est achevée. L'ouverture est prévue dans quelques semaines. Avec 240 places de rétention, ce centre sera le plus grand de France. Il s'ajoutera au premier CRA du Mesnil-Amelot, qui compte déjà 140 places.

L'entrée en fonction de ce véritable camp marque une nouvelle étape de ce que les associations de défense des droits des migrants ont qualifié depuis 2004 d'industrialisation de la rétention. D'exceptionnel, l'enfermement des personnes en situation irrégulière devient peu à peu un outil banal de la politique migratoire.

www.lacimade.org



Peuples Solidaires

Coca Cola : des droits édulcorés

Leader mondial de la distribution de boissons, présente dans plus de 200 pays à travers le monde, la Coca-Cola Company se veut une entreprise responsable et respectueuse des droits de ses employés. Pourtant, une série d'enquêtes menées par un groupe d'étudiants chinois révèle que la firme nord-américaine fait fabriquer et distribuer ses boissons dans des conditions déplorables en ayant recours de façon massive et permanente aux travailleurs intérimaires. Bien qu'ils représentent la majorité de ses travailleurs, la multinationale n'a donc pas de lien contractuel direct avec eux et elle espère en profiter pour se décharger de toute responsabilité à leur égard. A moins que la mobilisation locale et internationale ne la contraigne à réviser ses positions.

www.peuples-solidaires.org



Frères des hommes, Minga et Nature et progrès

Alimentons les régions

Le débat des régionales doit répondre aux préoccupations quotidiennes auxquelles nos concitoyens sont confrontés, notamment vis à vis de tous ceux, de plus en plus nombreux, dont les conditions de vie se sont rapidement dégradées. C'est le sens de l'appel lancé par Minga, Nature & Progrès et Frères des Hommes, et soutenu par un large réseau d'organisations et de personnalités. La campagne « Alimentons les régions » s'invite donc dans le débat des élections de mars 2010, et demande aux élus des régions de mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses sur le foncier, l'emploi et le développement de circuits courts alimentaires.

www.alimentons-les-regions.fr



Greenpeace France

Communiqué – Thon rouge : la France plie devant les industriels de la pêche

La France a enfin arbitré pour le classement du thon rouge en annexe 1 à la Cites en mars prochain, en demandant un délai de mise en œuvre de 18 mois, ce qui sape toute la portée de sa position déclarée, cela revient à nous dire : sauvons le thon, mais pas tout de suite! Ces 18 mois permettent encore deux saisons de pêche et autorisent les industriels à ponctionner toujours plus l'espèce !

www.greenpeace.org/france



Survie

Togo, présidentielle du 28 février 2010 : un œil sur la France

Le numéro de février de Billets d'Afrique, la lettre d'informations de Survie dresse un focus sur la scène politique togolaise et l'action de la France à l'approche de la présidentielle. De la coopération bilatérale à la sécurisation électorale, les vieux démons de la Françafrique ne sont jamais très loin.

www.survie.org



4 D

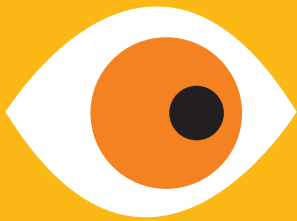
Réformes des collectivités territoriales : quel avenir pour le développement durable des territoires ?

Les élus des territoires ont fait état à plusieurs reprises de leurs inquiétudes vis-à-vis des projets de réforme affectant les collectivités territoriales. 4D, pour sa part, souhaite interroger leur impact sur les politiques territoriales de développement durable.

Mardi de 4 D, le 16 février à 17h30, à la Mairie du 10ème arrondissement de Paris.

www.association4D.org





Portrait



Enfants du Monde-Droits de l'Homme

Trois questions à

Pauline Noullet, Chargée de communication à EMDH

1/ Qu'est-ce qui a conduit à la création d'Enfants du Monde-Droits de l'Homme ?

EMDH a été créée en 1986, à la suite d'un terrible constat : les enfants n'existent pas en tant que sujets de droits. Les co-fondateurs décident alors de créer une « organisation indépendante pour les enfants du monde, une cellule de réflexion, de mobilisation et d'information pour tous les enfants malmenés ». Peu de temps après, confrontés aux réalités de terrain « la famine, l'exploitation, l'esclavage ou les conflits armés », il leur est apparu indispensable d'agir plus concrètement en développant des projets humanitaires à l'attention d'enfants en difficulté, et rendre « l'enfant acteur de ses droits »¹.

2/ Quels sont vos projets en cours ?

Forte d'une expertise reconnue de 24 ans, EMDH a mené des actions auprès de plus de 27000 enfants en 2008. Présente dans 9 pays du monde dont la France, elle développe d'année en année son double mandat : protéger les en-

fants en grande difficulté et sensibiliser le grand public à la CIDE².

De nombreux projets à l'étranger sont en cours. EMDH intervient auprès d'enfants victimes de conflits, de catastrophes naturelles, exploités, en situations à risque telles que la rue, en leur proposant des activités psychosociales et des activités socio-éducatives.

En France, face à l'arrivée croissante de Mineurs Isolés Etrangers, EMDH gère deux structures d'accueil (situées au Kremlin Bicêtre et Bobigny) destinées à les protéger et les orienter vers le droit commun, à savoir les services départementaux de la protection de l'enfance.

En cours également, l'ouverture d'une nouvelle mission en Haïti. Suite au séisme dévastateur, l'association lance à cet effet un appel au don d'urgence afin de pouvoir intervenir dès que possible sur le terrain.



3/ Comment vous inscrivez-vous dans le mouvement de solidarité internationale, notamment au sein du CRID ?

EMDH est une Organisation de Solidarité Internationale qui agit en faveur des enfants du monde. Sa spécificité repose sur une expertise reconnue en matière de prise en charge psychosociale : un accompagnement global sur mesure de chaque enfant, adapté à ses besoins. EMDH milite également très fermement pour la promotion des droits des enfants répertoriés dans la CIDE et adhère particulièrement aux actions de promotion de « l'éducation au développement et à la solidarité internationale » développées par le CRID.

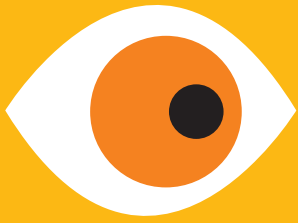
EMDH, 3 rue des Haudriettes, 75003 Paris
Tel : 01 42 72 71 78 / courrier@emdh.org
www.emdh.org/drupal

Retrouvez bientôt les portraits des membres du CRID sur le site : www.crid.asso.fr

¹ « L'enfant du large », Autobiographie, Yves BUANNIC, prêtre sans frontière, Co-fondateur d'Enfants du Monde Droits de l'Homme.

² Convention internationale des Droits de l'Enfant

- Association créée en 1986
- 60 adhérents
- 12 salariés, 30 volontaires et 600 collaborateurs nationaux
- 3 groupes locaux en France : à Angoulême, Tourcoing et dans le Finistère
- EMDH est présent en France, en Algérie, à Madagascar, au Soudan, en Afghanistan, en Birmanie, au Sri Lanka, au Vietnam, en Irak, en Syrie, au Liban, dans les Territoires palestiniens et au Yémen.
- Domaines d'intervention : Droits de l'Homme, protection de l'enfance
- Projets menés : projets de développement et campagnes de plaidoyer
- Membre de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, de Coordination Sud, du CRID et du Cofrade.



Portrait

Plateforme DESC

Chefs de file :

Terre des Hommes et la Ligue des droits de l'Homme

Membres de la plateforme :

La plateforme DESC réunit 59 associations de solidarité internationale, ONG, réseaux et syndicats.

Date de création :

Le Groupe de travail du CRID sur les DESC a été constitué en 2002. Il s'est élargi en plateforme en 2007.

Objectifs :

- Présenter des rapports alternatifs sur la situation des DESC
- Conduire un plaidoyer pour demander la signature et la ratification du protocole facultatif au PIDESC
- Suivre les recommandations du Comité DESC des Nations Unies

Plus d'infos :

- www.agirpourlesdesc.org
- www.rinoceros.org

Contact :

- aa@terredeshommes.fr

Les Droits économiques, sociaux et culturels ou «DESC» sont un ensemble de droits qui recouvrent un certain nombre d'aspirations humaines fondamentales : avoir un logement, se nourrir, avoir un travail digne et rémunérateur, bénéficier d'une éducation, se former, vivre dans un environnement sain, avoir accès à un système de soins, pouvoir utiliser sa langue maternelle, etc. Ces droits sont reconnus dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), entré en vigueur en 1976.

En 2002, le CRID a créé un groupe de travail sur les DESC pour coordonner l'action de ses membres et de plusieurs partenaires travaillant sur cette thématique (syndicats, organisations de défense des droits de l'Homme,...), avec pour objectif de conduire un plaidoyer pour la rédaction puis l'adoption d'un Protocole facultatif au PIDESC.

Il faudra attendre le 10/12/2008 pour que le Protocole facultatif soit adopté par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette adoption représente une avancée historique pour les droits humains. Ce protocole permettra à des particuliers ou à des groupes de particuliers, victimes de violation de leurs droits, d'obtenir justice sur le plan international, en engageant des recours auprès du Comité DESC des Nations unies, Comité composé d'experts indépendants qui surveillent l'application du PIDESC par les États parties.

Le Protocole prévoit également un mécanisme d'enquête qui permettra au Comité de se rendre dans le pays concerné afin de vérifier les allégations, s'il est informé qu'un État porte gravement atteinte aux droits inscrits dans le Pacte. Par ailleurs, il servira à soutenir les efforts visant à obtenir une plus grande reconnaissance des DESC, dans les lois nationales et devant les tribunaux.

A ce jour, 31 États ont signé le Protocole facultatif. La France a soutenu la rédaction de ce Protocole. En tant que partie au PIDESC, elle s'est déjà engagée à mettre en œuvre ces droits. Pourtant la France, ne fait pas partie des États signataires.

En 2007, le groupe de travail du CRID sur les DESC a engagé un travail de rédaction d'un **rapport alternatif sur les DESC**, pour répondre au rapport officiel présenté par le gouvernement français à l'occasion de la session d'examen périodique de la situation des DESC en France par le Comité DESC.

Le groupe de travail s'est alors élargi en plateforme pour produire ce rapport alternatif et démontrer les atteintes aux DESC, mais également pour prouver la nécessité de mettre en œuvre leur effectivité et leur « justiciabilité ». Le rapport alternatif, présenté le 29 avril 2008 au Comité DESC a été une réussite : la plupart des recommandations du rapport ont en effet été reprises dans le rapport officiel adressé à la France par le Comité DESC.

La plateforme DESC a aussi produit plusieurs supports pédagogiques disponibles sur le site : www.rinoceros.org et a organisé un séminaire sur le thème « Lenjeu des DESC face à la crise » en septembre 2009.

En 2010, la plateforme DESC poursuit son travail de plaidoyer auprès des Ministères, pour demander la signature et la ratification du Protocole facultatif au PIDESC, ainsi que le suivi des recommandations du Comité DESC. La plateforme va également entamer la rédaction d'un nouveau rapport alternatif.



Débats

Dossiers thématiques

Bataille humanitaire à Haïti

Un article de Benjamin Fernandez, en ligne sur le site du Monde diplomatique.

Haïti : quelles perspectives après la catastrophe

Un communiqué signé par de nombreuses organisations et plateformes haïtiennes

De quoi Haïti est le nom

Un article de Benjamin Fernandez, à lire sur le site du CRID.

Pour Haïti : honneur et respect

Par Anne Cauwel

Cet article a été écrit le 18 janvier. Trois semaines plus tard ce qu'on pouvait alors redouter est devenu une évidence : les Etats Unis ont profité du tremblement de terre pour occuper militairement Haïti.[...]

La catastrophe qui frappe Haïti a soulevé un élan de solidarité impressionnant à l'échelle mondiale. Cela est bon : la solidarité c'est la tendresse des peuples ! Et l'aide d'urgence est indispensable, quand tout manque -à commencer par l'eau potable-, quand on ne parvient même pas à enterrer les dizaines de milliers de morts...et quand le chaos occasionné par le tremblement de terre vient s'ajouter à une réalité quotidienne déjà marquée par la pénurie d'eau potable et par la faim pour l'immense majorité du peuple haïtien.

Mais cette aide s'accompagne d'un discours tenu par tous les médias et les gouvernements occidentaux qui est une offense à Haïti et qui laisse présager le pire quant aux principes qui régiront la reconstruction du pays. On nous rabâche à longueur d'antenne et d'articles ce qui caractériserait Haïti : pauvreté extrême, délinquance et violence, proximité avec la France qui fait tout pour aider ce pays francophone. Enfin, Haïti, éprouvée il y a deux ans par quatre ouragans dévastateurs et aujourd'hui par ce séisme, serait frappée par une malédiction ! Quand on est maudit, c'est qu'une puissance divine vous punit : on doit être bien criminel pour attirer pareil châtement !

Ne faudrait-il pas commencer par se demander pourquoi Haïti est si pauvre ?

Haïti colonie française jusqu'à la fin du XVIIIème siècle -alors appelée Saint Domingue et surnommée « la perle des Antilles »- a fait, grâce aux denrées qui y étaient produites au premier rang desquelles le sucre, la richesse de la France. Plus de 400 000 noirs travaillaient pour 30 000 propriétaires français. Les conditions de l'esclavage étaient si atroces que l'espérance de vie des esclaves ne dépassait pas 9 ans et que par conséquent la majorité d'entre eux étaient des « bossales » directement venus d'Afrique. Lorsque ces esclaves se soulèvent contre leurs bourreaux et la puissance coloniale, leur chef Toussaint Louverture est emprisonné par les Français et meurt dans une prison glaciale du Jura ; Napoléon envoie son armée pour mater la révolte. Le général Leclerc, son beau-frère, dirige l'expédition et écrit à l'empereur : « Voilà mon opinion sur ce pays : il faut supprimer tous les nègres des montagnes, hommes et femmes, et ne garder que les enfants de moins de douze ans, exterminer la moitié des Noirs des plaines, et ne laisser dans la colonie aucun mulâtre portant des galons. » L'armée française est défaite : en 1804, Haïti devient un état indépendant. C'est la première et l'unique fois dans l'histoire de l'humanité que des hommes et des femmes soumis à l'esclavage furent capables à la fois d'abolir l'esclavage, de rendre leur pays indépendant, de le défendre contre une armée réputée invincible et de mettre fin aux structures coloniales.

La révolution haïtienne fut et demeure un exemple pour les peuples opprimés : antiesclavagiste, anticoloniale, dès l'indépendance elle offre sa solidarité à ceux qui luttent pour libérer leurs propres peuples : le Venezuela, Cuba, le Mexique et la jeune république des Etats Unis (où l'esclavage perdurait) reçoivent l'aide d'Haïti pour leur propre émancipation du joug colonial ou de l'esclavage.

Considérée comme un exemple hautement dangereux pour les autres peuples, Haïti fut soumise à un long blocus international. Et elle fut lourdement châtiée, non par un quelconque dieu, mais par la France : alors qu'elle avait été dévastée par la guerre contre la France où un tiers de sa population avait péri et où toutes les infrastructures avaient été détruites, en 1825.

Lire la suite : www.crid.asso.fr



Publications

Nous n'avons qu'une seule planète

Altermondes - Hors- Série



Dans le cadre du programme Une seule planète, Altermondes vient de réaliser un hors série intitulé « Nous n'avons qu'une seule planète ». En décembre, l'échec du Sommet de Copenhague sur le changement climatique a révélé l'incapacité des Etats à prendre à bras le corps ce qui apparaît comme la plus grande menace pour l'humanité. L'urgence d'un changement des modes de production et de consommation s'impose. Il passe obligatoirement par une gestion durable des ressources naturelles. C'est cette problématique qu'Altermondes a choisi de mettre au cœur de ce hors série (disponible à la vente en mars), en décryptant les liens étroits entre inégalités sociales et inégalités écologiques, en pointant les responsabilités des différents acteurs, en présentant les mesures à mettre en place. Le tout émaillé par les prises de parole d'acteurs des sociétés civiles du Sud.

Commande à altermondes@altermondes.org

Enjeux et pièges du co-développement

Groupe Migrations du CRID



Si le co-développement était entendu à son origine comme la libre participation des migrants à des actions de développement, il est aujourd'hui de plus en plus utilisé pour une gestion restrictive des flux migratoires. En atteste le rattachement du co-développement au ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. Dans l'optique d'ouvrir un espace de débat critique sur le thème du co-développement, le groupe de travail sur les migrations du CRID a organisé un colloque, le 27 juin 2008 à l'Hôtel de Ville de Paris, sur le thème : Migrations et développement, enjeux et pièges du co-développement.

Les actes de ce colloque sont en téléchargement sur le site du CRID : www.crid.asso.fr

La grande évasion

Xavier Harel



Comment, malgré les rodomontades du G20 et la crise économique, les plus riches et les multinationales continuent de ne pas payer d'impôts ? Une enquête au cœur des paradis fiscaux qui fait froid dans le dos : Près de 12 000 milliards d'euros dorment toujours dans ces territoires protégés. Un scandale auquel la France n'échappe pas. L'auteur, journaliste à la Tribune, met à nu les systèmes, trusts, holding, délocalisation, qui permettent souvent en toute légalité de faire peser le poids de l'impôt aux classes moyennes et aux PME.

Editions LLL, Les liens qui libèrent, 19 euros.

Désertification : repères pour comprendre et agir

CARI - Groupe de travail Désertification

Ce guide constitue un regroupement d'informations utiles aux acteurs engagés dans la Lutte Contre la Désertification ou en voie de l'être. Il est structuré autour de deux axes : « Comprendre » : divisé en 10 fiches, ce document est un condensé de l'ensemble de l'information relative aux différentes thématiques de la désertification, et « Agir » : présentée sous forme d'encadrés, cette rubrique propose des pistes dans le but de soutenir l'acteur dans ses projets de Lutte contre la désertification.

Infos : www.gtdesertification.org



Agenda

Du 4 au 21 février / Paris

Exposition photo : Exil, exit? Vivre sans papiers en Europe

www.medecinsdumonde.org

Le 16 février / Paris

Mardi de 4D : Quel avenir pour le développement durable des territoires?

www.association4d.org

Le 16 février / Paris

Greenpeace : conférence sur les causes de la déforestation

www.greenpeace.org/france

Le 16 février / Paris

Survie Paris : soirée spéciale Togo «Pour la démocratie et l'état de droit, en finir avec la dictature et l'impunité»

www.survie.org

Le 20 février / Paris

CADTM : La crise, quelles crises ?

www.librairie-resistances.org

Le 24 février / Paris

Greenpeace : conférence sur la déforestation au Congo et la loi européenne

www.greenpeace.org/france

Le 26 février / Paris

2010 : 50 années d'indépendances confisquées : l'actualité de la Françafrique

www.survie.org

Du 19 au 28 février / Paris

Semaine anti-coloniale

www.anticolonial.net

Du 22 au 26 février / Paris

Formation en animation scientifique par la Fédération Française des Petits Débrouillards

www.lespetitsdebrouillards.org

Du 24 au 26 février / Genève

4ème Congrès mondial contre la peine de mort

www.abolition.fr

Du 26 au 28 février / Lot-et-Garonne

CCFD-Terre Solidaire : weekend pour les 18-35 ans

www.ccfid.asso.fr

Le 27 février / Dans toute la France

Collecte de la campagne «Changeons d'étiquette»

www.changeonsdetiquette.fr/site

Le 1er mars / Dans toute la France

La journée sans immigrés : 24 h sans nous !

www.lajourneesansimmigres.org/fr



Le CRID

14, passage Dubail, 75010 Paris.

Contact : 01 44 72 07 71

info@criid.asso.fr

www.crid.asso.fr

Comité de rédaction :

Nathalie Péré-Marzano, David Eloy,

Jeanne Planche, Julien Labriet

Vianney Marzin et Claire Sobieniak.

Conception graphique :

Émilie Chéron

